



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne*

Dijon, le 13 août 2013

Unité Territoriale 21

*U:\09_ICPE\08_ICPE_21\02_SUIVI_ETABLISSEMENTS\Etablissements\EURL-COMPOST-
21\Instructions\PAC_2012\Coderst\Rapport CODERST EURL Compost 21-130713.odt*

Nos réf. : SL/CH/2013-463

Affaire suivie par : Sébastien LAUER
sebastien.lauer@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 45 83 21 96 – Fax : 03 45 83 22 95

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES EN CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES **Séance du 19 septembre 2013**

I – PÉTITIONNAIRE

1.1 – Identité :

Raison sociale : E.U.R.L Compost 21
Siège social : 12 chemin de la Vignotte à Arceau (21310)
Adresse de l'établissement : Idem
Activités principales : Compostage de déchets verts principalement

II – OBJET DE LA PÉTITION

Depuis 2008, des modifications réglementaires sont intervenues en matière de compostage. En effet ces installations relèvent à présent de la rubrique 2780 créée par le décret 2009-1341 du 29 octobre 2009 et modifié par décret du 20 mars 2012. De plus les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 sont applicables. Pour les installations existantes, cet arrêté imposait la remise d'une étude technico-économique de mise en conformité.

En outre, dans le cadre d'une opération nationale de contrôle, l'ensemble des installations de compostage soumises à autorisation a été inspecté depuis début 2009 (11 juillet 2011 et 12 janvier 2012 pour ce site).

Horaires d'ouverture au public :
du lundi au jeudi : 8h30-12h00 / 13h30-16h30
le vendredi : 8h30-12h00 / 13h30-16h00
Autres horaires : sur rendez-vous
Tél. : 03 45 83 22 22 – fax : 03 45 83 22 95
19bis-21 bd Voltaire -BP 27 805– 21078 Dijon cedex

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 20 février 2012, de respecter certaines dispositions de l'arrêté ministériel évoqué ci-dessus et de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 août 1997. L'exploitant a donc déposé un rapport à connaissance, en réponse à l'arrêté de mise en demeure, afin de définir ses activités (déchets entrants) et les actions prévues pour mettre son site en conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

L'objet du présent rapport est donc de proposer de nouvelles prescriptions techniques permettant :

- d'ajuster le classement des installations et les dispositions applicables en fonction des évolutions réglementaires ;
- de redéfinir la liste des déchets admissibles ;
- de prendre en compte les conclusions de l'étude technico-économique de mise en conformité par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 ;
- de définir les règles pour l'épandage des lots de compost non conformes et/ou des eaux résiduaires (lixiviats principalement) en adéquation avec l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- de prendre en compte les réponses apportées suite aux remarques issues de la dernière inspection des installations.

III – EXAMEN DE L'ETUDE :

III.1) Classement administratif :

En tenant compte des différentes modifications intervenues depuis 2008 dans la nomenclature, il ressort que le classement administratif du site est :

Désignation des installations suite aux différents décrets modifiant la nomenclature des installations classées	rubrique	Niveau d'activité	Régime
Broyage, concassage et criblage de substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226 : 2. Autres installations que celles visées au 1 : a) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	2260.2-a	$P_{\text{installée}} = 529 \text{ kW}$	A
Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux : a) Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³ .	2710.2	700 m ³	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.	2716	11500 m ³	A

Désignation des installations suite aux différents décrets modifiant la nomenclature des installations classées	rubrique	Niveau d'activité	Régime
Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation : 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : a. la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20t/jour	2780.2.a	60 t/j (correspondant à 22 000 t/an maximum)	A
Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1532.2	V_{total} = 14550 m³ (7500 pour le bois forestier, 2250 pour les déchets verts de classe A et 4800 pour le broyat)	D
Dépôts de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole : Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	2171	900 m³	D

A (Autorisation) AS (autorisation avec servitudes d'utilité publique) E (Enregistrement D (Déclaration) D C (déclaration avec contrôle périodique) ou NC (inférieur au seuil de classement = non classé)

L'exploitant bénéficie des droits acquis au titre de la rubrique 2710.2 et 2716.1 de la nomenclature des installations classées.

III.2) Généralités : arrêté ministériel du 22 avril 2008

Les principales dispositions de cet arrêté concernent :

- la limitation des odeurs ; une réalisation d'une étude olfactive doit permettre de vérifier le respect des niveaux d'odeur maximaux définis par l'arrêté ministériel ;
- la gestion des eaux usées via des réseaux permettant de séparer les différentes catégories d'eaux usées, le confinement des eaux potentiellement polluées dans un bassin suffisamment dimensionné et le contrôle des rejets vis-à-vis des paramètres pour les lesquels l'arrêté ministériel fixe des valeurs limites ;
- la gestion de la production au travers de contrôle d'admission des déchets, de suivi du procédé et enfin de la qualité des composts qui pour pouvoir être utilisés en tant que produits finis doivent être conformes aux normes d'application obligatoire dérivées du code rural.

III.3) Odeurs :

En matière de gestion des odeurs, l'exploitant a fait procéder à un contrôle effectif des débits d'odeurs rejetés par ses installations. Conformément à l'article 26.II de l'arrêté ministériel, l'exploitant n'a pas réalisé d'étude de dispersion compte tenu que le débit global était inférieur à 10 M uoE/h

L'exploitant devra réaliser tous les 5 ans des contrôles effectifs de débit d'odeur afin de garantir le respect en terme de débit d'odeur rejeté.

Aucune plainte n'est à recenser à ce jour.

III.4) Gestion des eaux :

Les différents eaux issues du site sont traitées de la façon suivante :

- eaux pluviales non polluées (de toiture) et de ruissellement du parking : elles transitent via un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées au milieu naturel et font l'objet d'un contrôle semestriel sur plusieurs paramètres (pH, DCO, DBO₅, HCT, phosphore total, azote total, MEST et métaux totaux). Une vanne d'isolement a été installée afin d'éviter toute pollution accidentelle ;
- eaux usées domestiques : elles sont traitées via une fosse septique et évacuées conformément aux réglementations en vigueur ;
- eaux résiduaires et pluviales polluées (lixiviats + eaux de ruissellement entrées en contact avec les déchets) : elles sont envoyées actuellement vers un bassin de rétention de 1000 m³ avant d'être épandues sur des parcelles agricoles voisines ou recyclées en arrosant les andains. L'étude de mise en conformité a mis en évidence la nécessité pour l'exploitant de procéder à une meilleure gestion de ces eaux pluviales et résiduaires, notamment du fait du doublement de la surface imperméabilisée. À terme un deuxième bassin de 2500 m³ permettra de collecter l'ensemble de ces eaux. Le rejet au milieu naturel de ces eaux est interdit ;
- eaux d'extinction d'incendie : Elles sont dirigées vers l'un des deux bassins de rétention. Ces eaux d'extinction d'incendie sont considérées comme des déchets et doivent être éliminées dans des installations dûment autorisées.

III.5) Activité de compostage - Épandage

Il n'est plus possible de réinjecter le compost non conforme à la norme NF U 44-051 en tête des composts (article 12 de l'arrêté ministériel).

L'activité de compostage est réalisée à partir d'au plus **22 500 tonnes/an**, de déchets répartis globalement de la façon suivante :

- déchets d'industries agro-alimentaires => 1000 t/an ;
- déchets verts (broyés ou non) => 20000 t/an ;
- effluents d'élevage => 1000 t/an ;
- poudres calcaires => 500 t/an.

En complément des déchets évoqués ci-dessus, l'exploitant souhaite aussi intégrer en fin de processus des cendres issues de chaufferies de bois. Ces cendres ne peuvent être intégrées au compost. En effet ces dernières ne sont pas considérées comme des matières minérales suivant la norme NFU 44-051. Par ailleurs aucune norme actuelle régleme la qualité des cendres de chaufferies biomasse.

Une demande d'information préalable (nature, origine et conformité du déchet) sera mise en place avant l'acceptation de tout déchet et suivant chaque apporteur du déchet. Cette demande est valable 1 an.

Chaque entrée/sortie de déchets donne lieu à un enregistrement. Un registre des refus est instauré en interne. Également un document de suivi est réalisé par lot.

L'exploitation a mis ou va mettre en place les mesures nécessaires afin de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel au point de vue aménagement du site et des aires dédiées à l'activité de compostage.

Dans le porter à connaissance, l'exploitant a présenté un dossier d'étude préalable d'épandage des effluents et des composts non normés NFU 44-051, qui fait suite à une partie du dossier déposé en 1996 pour obtenir l'autorisation d'exploiter. Le projet d'arrêté préfectoral fixe les conditions d'épandage. Un seul lot, depuis la mise en service du site, n'était pas conforme à la norme NFU 44-051.

IV – PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Au-delà des mises en conformité de fond sur la base de l'arrêté ministériel évoquées ci-dessus, il est nécessaire de procéder à des ajustements de forme des prescriptions en vigueur en reprenant in extenso les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

Il s'agit notamment du contenu des différents registres et document de contrôle des déchets admis, des composts produits et du process de production, de façon à ce qu'il n'y ait plus de différence de formulation entre l'arrêté préfectoral en vigueur et les dispositions nationales.

De plus, les conditions d'épandage doivent être définies pour les lots de compost non conformes ainsi que les eaux résiduaires et pluviales polluées.

V – POSITIONNEMENT DE L'EXPLOITANT

Le courrier électronique adressé à la société EURL Compost 21 par l'Inspection le 24 juillet 2013, lui demande de se positionner sur le projet d'arrêté préfectoral et de rapport au CODERST.

Dans son courrier du 07 août 2013, l'exploitant apporte quelques corrections et précisions, mais n'émet pas de remarques particulières sur le contenu du projet d'arrêté.

VI – CONCLUSION

Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 et du titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement, le rapporteur propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'Inspecteur de l'Environnement

SIGNÉ

Sébastien LAUER